

## DECRETS

### Décret présidentiel n° 08-351 du Aouel Dhou El Kaada 1429 correspondant au 30 octobre 2008 portant désignation de membres du Conseil de la Nation.

-----

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6°, 78-1, 101 (alinéa 3) et 102 (alinéas 2 et 3) ;

Vu l'ordonnance n° 97-07 du 27 Chaoual 1417 correspondant au 6 mars 1997, modifiée et complétée, portant loi organique relative au régime électoral ;

Vu le décret présidentiel n° 07-368 du 21 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 1er décembre 2007 portant désignation des membres du Conseil de la Nation ;

#### Décrète :

Article 1er. — Conformément aux dispositions des articles 101 (alinéa 3) et 102 (alinéas 2 et 3) de la Constitution, sont désignés membres du Conseil de la Nation, à compter de la date de leur installation, Mme et MM. :

- BENBADIS Fawzia,
- BENSALAM Abdelkader,
- BENTEBBA Mohamed,
- BENYOUNES Mohand Akli,
- ZAKARIA Mohamed,
- CHENINI Abdelkader,
- KORICHI Abdelkrim.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Dhou El Kaada 1429 correspondant au 30 octobre 2008.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

-----★-----

### Décret exécutif n° 08-327 du 21 Chaoual 1429 correspondant au 21 octobre 2008 portant obligation de signalement par les capitaines de navires transportant des marchandises dangereuses toxiques ou polluantes en cas d'évènement en mer.

-----

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125, (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 76-80 du 23 octobre 1976, modifiée et complétée, portant code maritime ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu le décret n° 83-580 du 22 octobre 1983 portant obligation de signalement aux capitaines de navires transportant des marchandises dangereuses toxiques ou polluantes en cas d'évènement en mer ;

Vu le décret présidentiel n° 95-290 du 5 Joumada El Oula 1416 correspondant au 30 septembre 1995 portant création d'un centre national et des centres régionaux des opérations de surveillance et de sauvetage en mer ;

Vu le décret présidentiel n° 05-71 du 4 Moharram 1426 correspondant au 13 février 2005 portant ratification du protocole relatif à la coopération en matière de prévention de la pollution par les navires et, en cas de situation critique, de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée, fait à la Valette (Malte), le 25 janvier 2002 ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 08-186 du 19 Joumada Ethania 1429 correspondant au 23 juin 2008 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-79 du 27 février 1990 portant réglementation du transport de matières dangereuses ;

#### Décrète :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article 57 de la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, susvisée, le présent décret a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre de l'obligation de signalement par les capitaines de navires transportant des marchandises dangereuses, toxiques ou polluantes en cas d'évènement en mer.

Art. 2. — Les dispositions du présent décret s'appliquent aux substances dangereuses toxiques ou polluantes telles que définies par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 3. — En cas d'évènement en mer, au sens de l'article 57 de la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, susvisée, le signalement est constitué de l'obligation du capitaine de tout navire de signaler par message tout évènement survenant à bord, susceptible d'influer sur l'évolution normale du navire, la sécurité de la navigation et/ou constituer une menace de pollution ou de contamination du milieu marin et du littoral.

Art. 4. — Le message visé à l'article 3 ci-dessus doit parvenir, au centre national des opérations de surveillance et sauvetage en mer.

Art. 5. — Le message doit comprendre les informations suivantes :

- le nom du navire, son pavillon ainsi que son numéro « organisation internationale maritime » ;
- la date, l'heure et la nature de l'évènement ;
- la position géographique au moment de l'évènement ;
- les délais sur l'état du navire et le nombre de personnes à bord ;
- les conditions météorologiques au moment de l'évènement ;
- la nature des substances transportées ;
- la quantité, la concentration ainsi que l'état probable des substances dangereuses, toxiques ou polluantes rejetées ou susceptibles d'être rejetées à la mer ;
- la description de l'emballage et les marques d'identification conformément à la réglementation en vigueur ;
- le port de départ et le port de destination ;
- les noms de l'expéditeur, du destinataire et du fabricant ;
- le type et la quantité de combustible de soute.

Le centre national des opérations de surveillance et de sauvetage en mer peut demander à l'auteur du message tout complément d'information qu'il jugerait nécessaire.

Art. 6. — Toute infraction à l'obligation de signalement est sanctionnée conformément aux dispositions de l'article 98 de la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, susvisée.

Art. 7. — Sont abrogées les dispositions du décret n° 83-580 du 22 octobre 1983 portant obligation de signalement aux capitaines de navires transportant des marchandises dangereuses toxiques ou polluantes en cas d'évènement en mer.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Chaoual 1429 correspondant au 21 octobre 2008

Ahmed OUYAHIA.



**Décret exécutif n° 08-328 du 21 Chaoual 1429 correspondant au 21 octobre 2008 portant création de l'école nationale de conservation et de restauration des biens culturels.**

-----

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint de la ministre de la culture et du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, notamment son article 38 ;

Vu le décret n° 83-363 du 28 mai 1983 relatif à l'exercice de la tutelle pédagogique sur les établissements de formation supérieure ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 08-186 du 19 Joumada Ethania 1429 correspondant au 23 juin 2008 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 99-244 du 21 Rajab 1420 correspondant au 31 octobre 1999 fixant les règles de création, d'organisation et de fonctionnement du laboratoire de recherche ;

Vu le décret exécutif n° 05-500 du 27 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 29 décembre 2005 fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'école hors université ;

#### Décrète :

Article. 1er. — En application des dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 05-500 du 27 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 29 décembre 2005, susvisé, il est créé une école nationale de conservation et de restauration des biens culturels, dénommée : « l'école de conservation et de restauration des biens culturels » ci-après énoncée « l'école ».

Art. 2. — Le siège de l'école est fixé à Alger. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret pris sur rapport du ministre chargé de la culture.

Art. 3. — L'école est placée sous la tutelle du ministre chargé de la culture.

Le ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique assure la tutelle pédagogique.

Art. 4. — Outre les missions générales définies par les articles 5, 6 et 7 du décret exécutif n° 05-500 du 27 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 29 décembre 2005, susvisé, l'école a pour mission principale la formation supérieure et la recherche scientifique et le développement technologique dans le domaine de la conservation et de la restauration des biens culturels mobiliers et immobiliers.

#### A ce titre :

— elle assure les enseignements du premier cycle et du second cycle dans les domaines de la conservation et de la restauration des biens culturels ;